



Communiqué de presse

045/2024

Montreuil, le 7 juin 2024.

Face à l'agression d'un éducateur en Haute-Savoie, l'Union Fédérale de l'Action Sociale dénonce la dégradation des conditions de travail et réclame un plan d'urgence pour l'accueil des jeunes

L'Union fédérale de l'action sociale déplore la violente agression physique d'un éducateur, grièvement blessé au couteau par un mineur dans un foyer de Haute Savoie. En tant qu'organisation syndicale attachée à la défense des conditions de travail des personnels employés dans les instituts accueillants des enfants et des jeunes accueillis dans les Maisons d'Enfants à Caractère Social, nous apportons tout notre soutien à notre collègue, ainsi qu'à tous les personnels de cet établissement.

S'il appartient aux enquêteurs de police d'éclaircir les circonstances de cette agression, nous entendons pointer une grandissante dégradation de la qualité d'accueil du public accueilli dans les établissements de notre champ professionnel. Ils ne sont pas à l'écart d'une société que les politiques libérales du gouvernement rendent de plus en plus inégalitaires, donc violente.

La CGT réclame des négociations à tous les niveaux pour remédier au plus vite à la dégradation des conditions de travail des personnels et des prises en charge des usagers. Face à la baisse drastique des moyens alloués à l'action sociale, la CGT continue de revendiquer un plan d'urgence.

En attendant, l'UFAS appelle les personnels à se mobiliser dans tous les établissements pour prévenir ces situations en refusant partout les conditions d'exercice dégradées qui nous sont imposées, cela par tous les moyens de lutte qui sont offerts.

Les jeunes mineur.e.s isolé.e.s doivent bénéficier d'un accompagnement psychologique et éducatif. Aujourd'hui, le choix de les accueillir à moindre cout est d'actualité. L'accueil des mineur.e.s étranger.e.s isolé.e.s doit se parer de soutien psychologique éducatif. Ces jeunes ont souvent connu l'enfer des camps où les droits de l'homme sont souvent bafoués.

L'État et les départements sont responsables de cette violence par le manque de moyens donnés pour les accueillir correctement.

La CGT refuse de rentrer dans la stigmatisation des mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s.

La CGT apporte son soutien à l'éducateur agressé et à sa famille. Cette violence n'est pas acceptable.

La CGT poursuit sa lutte pour obtenir des moyens à la hauteur des enjeux sociétaux.